

Quand Macron fait l'éloge du roi du Maroc et de sa gestion de la crise du Rif

« **La République de sa Majesté** » · Depuis plusieurs décennies, le Palais marocain a su entretenir un réseau de politiques et d'intellectuels complaisants, n'hésitant ni devant les invitations, ni devant les contrats juteux. Dans un livre-réquisitoire, Omar Brouksy revient sur les réseaux de la monarchie en France et évoque dans sa conclusion les relations entre Emmanuel Macron et le Makhzen.

traductions: français عربي

> **OMAR BROUKSY** > 28 SEPTEMBRE 2017

IL EST ENVIRON 17 HEURES AU MAROC, CE mercredi 14 juin 2017, lorsque le Falcon présidentiel atterrit sur l'aéroport de Rabat et se stabilise à quelques mètres du salon d'honneur. Le roi Mohammed VI est là, sur le tarmac, piaffant d'impatience avant la descente d'Emmanuel Macron et de son épouse Brigitte, le nouveau couple de l'Élysée. Il ne s'agit pas d'une « visite officielle », mais « d'amitié et de travail », précise le Quai d'Orsay ; une « visite familiale », souligne quant à lui le palais.



Omar Brouksy, *La République de Sa Majesté. France-Maroc, liaisons dangereuses*
Nouveau Monde éditions, 2017.

[Télécharger \(222.6 kio\)](#)

Le président français est effectivement accueilli par la famille royale au complet : le monarque, vêtu d'une djellaba rouge vif, les yeux cachés par des lunettes de soleil, est debout près de son épouse et de leurs deux enfants, le prince héritier Hassan, 14 ans, et la princesse Khadija, 10 ans. Deux mètres plus loin, le prince Rachid est

accompagné de son épouse Oum Keltoum ¹, qui vient d'être gratifiée du titre d'altesse royale par décision personnelle de « M6 ».

L'ambiance est familiale. Emmanuel Macron salue le roi et son épouse et se penche pour embrasser la petite Khadija : « Bonjour mademoiselle, lui lance-t-il, comment t'appelles-tu ? » Il se tourne vers Mohammed VI : « Majesté, c'est grâce à vous qu'on est là. Merci. » C'est effectivement le roi qui est à l'initiative du voyage : quelques heures après l'élection du nouveau président, une invitation lui a été adressée par le palais pour une visite « d'amitié » au royaume.

En décidant de cette visite éclair ² – moins de 24 heures –, Macron voulait sans doute tordre le cou à la sempiternelle question que se posent les diplomates marocains, algériens et français au lendemain de chaque élection : auquel des deux pays – le Maroc ou l'Algérie – le nouveau président français réservera-t-il sa première visite ? Prudent, le nouveau locataire de l'Élysée, avant de prendre l'avion pour Rabat, a tout de même dépêché à Alger son ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian : « Le président Macron souhaite voir les relations historiques et d'amitié repartir avec beaucoup de détermination, annonce M. Le Drian devant un parterre de dignitaires algériens. Je suis venu ici pour préparer un déplacement du chef de l'État. » Le ministre français a également tenu à rappeler que, lorsque Macron était candidat à la présidentielle, son seul déplacement au Maghreb a été effectué à Alger.

À l'aéroport de Rabat, après avoir brièvement serré les mains d'une petite délégation composée, entre autres, du nouveau chef du gouvernement, l'islamiste Saad Eddine El-Othmani, d'André Azoulay et de l'écrivaine franco-marocaine Leila Slimani ³, le cortège « familial » se disperse : Macron accompagne le monarque et son fils pour « une séance de travail », la princesse Salma et Brigitte Macron se rendent au musée Mohammed VI pour une exposition de Picasso, sous les yeux à la fois vigilants et rieurs d'un « revenant » : Mehdi Qotbi, président de la Fondation nationale des musées.

Le soir, vers 19 h 30, tout le monde se retrouve pour un F'tour, le repas de rupture du jeûne – on est en plein mois de ramadan –, à la résidence royale de Dar Essalam, dans un magnifique jardin à quelques encablures du golf royal situé dans le quartier le plus chic de Rabat.

CONTRE LA HOGRA

Pendant que tout ce beau monde déguste les petits plats confectionnés par les meilleurs chefs du palais, sans oublier la fameuse *hraïra*, une célèbre soupe marocaine très consommée pendant le ramadan, le Rif est à feu et à sang depuis plus de sept mois avec comme épiscentre de la contestation la ville d'Al-Hoceima, chef-lieu de la région.

Tout a commencé le 27 octobre 2016, sur le petit port de la ville. Le jeune Mohcine Fikri, un vendeur ambulant de 31 ans, est interpellé par un fonctionnaire. Après une brève altercation, ce dernier tente de lui confisquer sa marchandise – du poisson fraîchement acheté sur le port et destiné à être revendu au détail. L'ambiance est tendue et le fonctionnaire, voulant empêcher le jeune Rifain de partir avec sa

marchandise, la jette dans une benne à ordures. Mohcine tente alors de récupérer son poisson mais il est happé par le mécanisme et broyé devant tout le monde. Sa mort, filmée par téléphone et diffusée sur les réseaux sociaux, suscite une vague d'indignation et de colère qui s'étend rapidement aux grandes villes du royaume. Des manifestations d'une ampleur qui rappelle le Printemps arabe continuent de mobiliser des milliers de Marocains contre la hogra – un profond sentiment d'injustice et d'oppression – et les disparités sociales.

Dès son arrivée au pouvoir en 1999, le roi Mohammed VI opte pour une grande opération de « réconciliation » avec le Rif. Il se rend dans des villages reculés de la région en promettant monts et merveilles, et promet des projets de développement contre la marginalisation qui sévit depuis plus d'un demi-siècle. Ce faisant, il suscite de grandes espérances dans une région qui survit grâce à l'apport financier de sa diaspora (nombreuse en Belgique, aux Pays-Bas et en Allemagne), de la contrebande avec Melilla, l'autre ville espagnole au nord-est du Maroc, et de la culture du cannabis.

Dix-huit ans après, le Rif demeure, avec le Moyen Atlas et tout le « Maroc inutile » – selon la formule consacrée de Lyautey –, parmi les régions les plus pauvres du pays. Il a suffi de l'étincelle allumée par la mort de Mohcine Fikri pour que tout s'embrace et pour que les vieilles blessures soient ravivées.

Le 29 mai 2017 au petit matin, Nasser Zefzafi ⁴, l'icône de la contestation, est arrêté à Al-Hoceima avec quelques activistes et conduit à bord d'un hélicoptère à la Brigade nationale de la police judiciaire (BNPJ) de Casablanca. Un tournant : dans la foulée, des dizaines de personnes sont arrêtées ; la répression s'amplifie et des cas de mauvais traitements, voire de torture, sont constatés par les ONG. Un document confidentiel du très officiel Conseil national des droits de l'homme (CNDH), que l'auteur a pu consulter, rapporte les conclusions accablantes de deux médecins marocains, le Dr Hicham Benyaich et le Dr Abdallah Dami, chargés d'établir une expertise médicale sur 19 détenus : *« Les témoignages reçus des personnes arrêtées à propos du recours à la torture et autres mauvais traitements lors de leur arrestation et de leur détention dans les locaux de la préfecture de police d'Al-Hoceima sont globalement crédibles par leur concordance et leur cohérence. »*

C'est dans ce climat de tension politique et sociale que la visite du président français s'est déroulée. Figurant dans l'agenda initial de Macron, une conférence de presse très attendue a failli être annulée par l'entourage du président français. Elle se tient finalement peu avant le repas « familial » et ne dure que treize minutes. Macron prévient dès le début qu'il est attendu à la résidence royale pour le F'tour : *« Nous prendrons dans quelques instants à la résidence royale un F'tour familial. Je suis, je dois le dire, très touché par cette marque d'amitié et la nature d'ailleurs très personnelle de la discussion qui s'est nouée entre nous. Je veux avant tout remercier sa Majesté le roi pour son invitation et l'accueil chaleureux qui m'a été réservé, qui a été réservé à l'ensemble de la délégation qui m'accompagne [...] Le Maroc est un pays ami et un partenaire stratégique pour la France. C'est ce qui explique ce déplacement que j'ai souhaité à l'invitation personnelle de sa majesté le roi Mohammed VI. »*

Lorsque Macron évoque, dans sa présentation, la question des réformes politiques au Maroc, il se penche aussitôt sur ses notes et lit scrupuleusement la seule phrase consacrée à ce sujet : *« J'ai réaffirmé la volonté de la France d'accompagner autant*

qu'elle le peut les réformes ambitieuses qui sont aujourd'hui menées par le roi : la modernisation des institutions avec la mise en œuvre de la réforme institutionnelle décidée en 2011. »

En revanche, les enjeux économiques étaient plus présents dans sa présentation : « L'émergence économique avec l'insertion du Maroc dans les réseaux et la mondialisation [...] le développement social et territorial, avec les programmes de lutte contre les inégalités et l'initiative de régionalisation avancée [...] les projets économiques en cours, avec en particulier, dès demain, l'ouverture d'une usine mais aussi les projets qui émaillent et vont jalonner les prochains mois de notre relation avec notre pays. »

L'autre dossier qui semble avoir été prioritaire lors de cette visite est lié aux enjeux linguistiques et culturels. Macron abandonne aussitôt ses notes. Il est plus spontané et plus ferme : « Il faut développer la francophonie. Le Maroc est un pays important à cet égard. Mais au Maroc et au-delà, dans toute l'Afrique, je souhaite que nous ayons une politique éducative, culturelle et linguistique revisitée, et, à nouveau, davantage présente. »

Après deux questions sur « l'avenir des relations privilégiées » entre les deux « pays amis », le journaliste de France Inter Bertrand Gallicher pose enfin la question la plus attendue : « Vous parlez de stabilité politique et économique. La révolte du Rif qui semble s'accroître ces dernières semaines vous préoccupe-t-elle en tant que risque de déstabilisation d'une région qui est aux portes de l'Europe ? Est-ce que vous ne craignez pas également que la répression de ces manifestations puisse comporter des atteintes aux droits de l'homme, et avez-vous évoqué ces questions avec votre interlocuteur, le roi du Maroc ? » La réponse du chef de l'État français ressemble à celle d'un véritable porte-parole du roi : « Nous les avons [les manifestations du Rif] évoquées [...] dès le début de la visite, puisque je les ai abordées de manière très directe et très naturelle. Il ne m'appartient pas ici de tenir un jugement sur un sujet de politique intérieure. Néanmoins j'ai senti d'une part que le roi considérait qu'il était normal qu'il y ait des manifestations qui sont d'ailleurs prévues dans le cadre d'un droit constitutionnel, ici, contrairement à plusieurs autres pays. D'autre part que son souhait était d'apaiser la situation en répondant justement aux prémices de ces mouvements et en apportant une réponse concrète en considération de cette région et des réponses très concrètes en termes de politique publique. »

La partie la plus étonnante de la réponse de Macron est celle relative aux « craintes » d'atteintes aux droits de l'homme exprimées par les ONG. Pour lui, ces craintes n'ont pas lieu d'exister : « la discussion que nous avons eue ne me donne pas lieu de craindre justement une volonté de répression quelle qu'elle soit, mais plutôt une réponse dans la durée et sur les causes profondes de ce qui est advenu. J'ai enfin plutôt entendu le roi du Maroc préoccupé par le sort de cette région qui lui est chère et où il a pour habitude de passer du temps, ce qui est d'ailleurs une pratique qu'il a inaugurée. » ⁵

MACRON : UNE VIEILLE CONNAISSANCE...

S'il n'est pas – pas encore ? – un familier du sérail, comme l'étaient par exemple Jacques Chirac ou, à un moindre degré, Nicolas Sarkozy, le nouveau président

connaît bien la galaxie financière qui tourne autour de « M6 ».

C'est Emmanuel Macron en personne, alors associé gérant de la banque d'affaires Rothschild, qui a conduit en 2012 les négociations ayant abouti à l'achat de 41 % de l'entreprise Lesieur Cristal par le géant français de l'agroalimentaire et des oléagineux Sofiprotéol. Selon *Le Point*, l'actuel président avait été mandaté pour mener à bien cette opération par Philippe Tillous-Borde, le directeur et fondateur de Sofiprotéol. Les deux hommes se sont liés d'amitié en 2007, lors des travaux de la commission Attali dont l'actuel président fut le rapporteur. À l'époque, le choix de Macron par la banque Rothschild était dicté par « la nature de la transaction », précise l'hebdomadaire français, mêlant intérêts économiques et sensibilités politiques. « Emmanuel a compris qu'il s'agissait d'un dossier à part, à la fois technique et très politique, intimement lié au développement de l'agriculture au Maroc », souligne Tillous-Borde cité par *Le Point*.

Au cours des négociations, Emmanuel Macron a effectué au moins un déplacement au Maroc en 2012, à l'usine d'Aïn Harrouda de raffinage d'huile et de production de savon, près de Casablanca. L'objectif ? Évaluer l'activité du groupe royal Lesieur Cristal, numéro 1 marocain de l'huile de table, avant de peaufiner l'offre définitive de Sofiprotéol : 115 millions d'euros et, grâce à Emmanuel Macron, une commission conséquente pour la banque Rothschild. En insistant sur la dimension « personnelle » et « familiale » de cette première visite de Macron en tant que président, le roi veut lui transmettre un message de grande proximité, non pas d'État à État (puisque Macron n'a rencontré ni le chef du gouvernement ni aucun de ses ministres), mais entre une institution républicaine, le président, et la famille royale.

À Rabat comme à Paris, les observateurs ne résistent pas au parallèle entre d'une part Emmanuel Macron, et, d'autre part, François Hollande, dont les rapports avec l'entourage royal au cours des cinq années de sa présidence ont été malgré tout difficiles et émaillées de crises. « Lorsque j'étais aux Affaires étrangères, notre méfiance était grande vis-à-vis de François Hollande, surtout pendant les premiers jours suivant son élection. Son tropisme algérien nous paraissait évident », confie Saad Eddine El-Othmani ⁶. Même si nous avons de bons rapports avec l'Espagne, nos relations avec la France sont stratégiques, avec des enjeux stratégiques : la France est un membre permanent du Conseil de sécurité », insiste-t-il.

« Contrairement à François Hollande, l'actuel président est rentré plus facilement dans le moule du palais et de son entourage. Les premiers mots de sa présentation sont "réseaux", "mondialisation", "émergence économique"... À l'entendre, on a l'impression qu'il parle d'une entreprise, pas d'un pays, d'un peuple. Avec François Hollande, c'était différent, même s'il avait fait, lui aussi, des concessions au palais qu'il n'aurait peut-être pas pu faire. Son rapport avec le roi et son entourage est resté finalement très limité, superficiel. C'est lié au tempérament de Hollande. Ce n'est pas un homme d'argent », souligne un journaliste français accrédité à l'Élysée. Pour ceux qui ont travaillé avec Hollande, c'est justement le rapport à l'argent qui fait la différence entre les deux présidents. (...)

Retour à Rabat. Selon un responsable du ministère de l'Intérieur marocain, juste après le F'tour royal en « famille », le président Macron a eu un entretien en tête-à-tête avec... [Abdellatif Hammouchi](#). Une rencontre qui n'était pas prévue dans le

programme élyséen du chef de l'État français. Une semaine plus tard, le même Hammouchi est reçu à l'Élysée par les collaborateurs de Macron. Celui-ci, ajoute notre source, a tenu à faire un petit coucou en passant la tête, en coup de vent.

Omar Brouksy, *La République de Sa Majesté. dangereuses*
Nouveau Monde éditions, 2017.

OMAR BROUKSY

Journaliste et professeur de science politique au Maroc. Il a été le rédacteur en chef du *Journal hebdomadaire* jusqu'à sa... **(suite)**

Les articles présentés sur notre site sont soumis au droit d'auteur. Si vous souhaitez reproduire ou traduire un article d'Orient XXI, [merci de nous contacter préalablement](#) pour obtenir l'autorisation de(s) auteur.e.s.

- ¹ Cinq jours avant la visite du président Macron, un dahir royal datant du 9 juin 2017 accorde à la belle-sœur du monarque, Lalla Oum Keltoum Boufares, le rang d'altesse royale. Une décision qui confère à l'épouse du prince Rachid « *la place protocolaire qui lui sied* », précise le dahir royal. Le prince Rachid (47 ans) et la désormais princesse Oum Keltoum se sont mariés le 15 juin 2014 à Rabat.
- ² Un communiqué de l'Élysée a pris le soin de préciser que cette visite a une dimension personnelle, « *pour que le président et le roi fassent mieux connaissance* ».
- ³ Prix Goncourt 2016 pour son roman *Chanson douce* (Gallimard), Leïla Slimani est devenue une habituée des réceptions royales : en France, elle défend les droits de la femme marocaine et s'insurge contre la pénalisation de l'homosexualité ; au Maroc, en revanche, elle se félicite, dans ses chroniques publiées au 360.ma, de l'« *ouverture* » et de la « *sagesse* » du roi.
- ⁴ Né en 1979 à Al-Hoceima, Nasser Zefzafi est devenu en quelques jours l'icône de la contestation du Rif. Charismatique, orateur hors pair, ce militant qui vit de petits boulots est le descendant d'une famille connue dans le Rif : son grand-père était le ministre de l'Intérieur de la République du Rif, fondée par Abdelkrim Khattabi qui a combattu le colonialisme avant d'être vaincu, en 1926, par les armées franco-espagnoles menées par le maréchal Lyautey.

- 5 Selon les chiffres officiels rapportés, à l'époque, par le porte-parole du gouvernement marocain, Mustapha El Khelfi, 260 personnes ont été arrêtées depuis l'incarcération de Nasser Zefzafi le 29 mai 2017.
- 6 Entretien avec l'auteur.